

Allocution de Son Excellence Andrés Pastrana Arango Président de la République de Colombie

Je représente avec fierté un pays qui se bat pour la démocratie. Un peuple qui, non seulement vit dans un système démocratique depuis plus de 181 ans, mais qui est aussi prêt à livrer bataille pour la défendre, pour la consolider et pour la renforcer, dans son pays et sur tout le continent.

La Colombie, qui est victime de violence et des drogues illicites, demeure partisane des solutions de droit. Notre force réside dans notre confiance immuable dans les principes de la liberté et de la démocratie.

Nous avons beaucoup souffert. Nous avons ressenti dans notre propre chair les ravages de la violence, mais notre démocratie ne fléchit pas. Elle est vive. Nous voyons à la renforcer et à la rendre de plus en plus transparente.

Et cela ne fait aucun doute. Si la démocratie en Colombie était faible, elle aurait déjà disparu. Notre force réside dans celle-ci, et la participation libre et résolue de notre peuple dans les décisions politiques et nos institutions républicaines en est le symbole.

L'engagement de la Colombie envers la démocratie et envers les normes et les mécanismes destinés à la protéger et à l'épurer, qui nous viennent de l'Organisation des États américains et d'autres instances régionales comme le Groupe de Rio et la Communauté andine ainsi que de programmes mondiaux, est aujourd'hui plus ferme que jamais. Nous appuyons résolument l'initiative qui consiste à incorporer tous ces efforts dans une grande charte d'orientation qui systématisera et réunira les divers instruments américains pour la défense et le progrès de la démocratie.

Mon pays est un maillon de l'immense chaîne démocratique des Amériques : un maillon fort et sûr qui fait face aux menaces qui l'entourent et qui tenaillent son avenir.

La Colombie est victime d'un problème international, c'est-à-dire les drogues illicites, et d'un conflit interne qu'alimente ce fléau, mais elle ne renonce pas pour autant à son droit de vivre et de progresser en paix ni à son obligation d'aider à l'édification d'un système interaméricain plus solidaire.

Les groupes responsables de la violence dans mon pays ne luttent pas, comme cela s'est passé dans d'autres parties du monde, pour libérer le peuple d'un régime tyrannique et dictatorial qui viole les droits de la personne. En Colombie, le conflit est causé par des groupes minoritaires qui ont, à tort, choisi la voie des armes et qui ont encouragé une violence insensée et se sont opposés à l'État et à une société majoritairement convaincue de la supériorité de la démocratie et qui procède pacifiquement à des réformes.

Nous vivons aujourd'hui, en Colombie, un moment crucial du fait que la société offre aux groupes armés l'option de s'intégrer au système démocratique en s'associant à la